

général sur les tarifs douaniers et le commerce que nous espérons entamer au cours de cette année.

M. Graftey: Le ministre possède-t-il des statistiques précises sur le commerce avec les États-Unis et l'Angleterre surtout en ce qui concerne le Québec? Indépendamment de considérations nationales, c'est une des raisons pour lesquelles il est extrêmement urgent que ces rencontres avec les États-Unis aient lieu, surtout compte tenu des répercussions pour le Québec . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Il me semble que nous entamons un débat.

M. Graftey: Monsieur l'Orateur . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député aurait-il l'amabilité de se rasseoir. Il a posé sa question, le ministre y a répondu et sa question suivante était très similaire à la première. Le ministre est autorisé à répondre brièvement s'il le désire. Je céderai ensuite la parole au député de Gander-Twillingate qui a également une question supplémentaire.

L'hon. M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, nous nous intéressons à l'élargissement de la CEE du point de vue de toutes les provinces et non simplement d'une seule. Je pense pouvoir dire que notre commerce s'est accru davantage avec la CEE qu'avec l'Angleterre et c'est pourquoi nous espérons que son élargissement offrira un marché beaucoup plus important aux marchandises canadiennes dans les années à venir.

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES—LA QUESTION D'UN RÉCENT COMMUNIQUÉ

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): J'aimerais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'aimerais demander au ministre s'il a reçu depuis 48 heures une réponse ou un message de son homologue américain, ou d'un haut fonctionnaire des États-Unis, en ce qui concerne les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis? Dans ce cas, peut-il nous dire la nature de ce message?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne pense pas avoir reçu un message spécial dans les dernières 48 heures.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'APPLICATION DE LA LOI RELATIVE AUX MESURES DE SÉCURITÉ DANS LES AÉRODROMES

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, j'aimerais, avec votre permission, formuler à nouveau la question que j'ai posée tout à l'heure.

L'honorable ministre des Transports peut-il nous dire si la loi permettant aux compagnies aériennes de fouiller toute personne montant à bord d'un avion commercial au Canada s'appliquera à tous les Canadiens qui auront à prendre l'avion ou si des exceptions sont prévues?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, aucune exception n'est prévue. Si l'honorable député se réfère à la nouvelle publiée hier dans le journal *La Presse*, elle est sans fondement car, vendredi, je n'ai mis les pieds ni à Montréal ni à Dorval, ni à

Questions orales

l'aéroport. J'étais ici, à Ottawa, et *La Presse* m'a promis qu'elle se rétracterait et s'excuserait aujourd'hui de ce qu'elle a publié.

* * *

L'AGRICULTURE

BETTERAVE SUCRIÈRE—LE PROJET DE RESTRICTION À L'IMPORTATION DU SUCRE ET DE RELANCE DE LA PRODUCTION INTÉRIEURE

[Traduction]

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question, si vous le permettez, au ministre de l'Agriculture. Elle se rapporte aux efforts louables qu'il a faits pour relancer l'industrie du sucre dans le Sud-Ouest de l'Ontario. Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement, à la suite de négociations ou de conversations, est en droit de croire que l'on va mettre fin aux engagements actuels du Canada dans le cadre des accords internationaux sur le sucre et qu'une nouvelle restriction des importations de sucre de canne sera imposée dans le but d'augmenter la consommation de sucre provenant de la production intérieure?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai toute raison de croire que nous pouvons accroître la production de sucre à l'intérieur de notre pays.

M. Danforth: Monsieur l'Orateur, le ministre n'a pas compris le fond de ma question. Je sais que nous pouvons accroître notre production intérieure. Y a-t-il des raisons de croire que nous pourrions modifier nos accords relatifs à l'importation du sucre de canne afin de créer, sur nos marchés un meilleur débouché pour notre production intérieure de sucre de betterave.

L'hon. M. Whelan: Monsieur l'Orateur, nous avons bon espoir d'y réussir également.

BETTERAVE SUCRIÈRE—LES DÉBOUCHÉS ALLOUÉS AUX PROVINCES DE L'OUEST

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. Comme le ministre vient de déclarer qu'une nouvelle politique relative au sucre augmenterait le pourcentage du marché réservé à la production intérieure, le ministre pourrait-il nous dire quelle partie de ce pourcentage serait destinée aux provinces de l'Ouest?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai rencontré le président de l'Association des producteurs de betterave sucrière de l'Alberta, de l'Association des producteurs de betterave sucrière du Manitoba et de l'Association des producteurs de betterave sucrière du Québec ainsi que d'autres associations de producteurs. Ils pensent tous que cela pourra être mis au point d'une façon convenable entre les différentes régions.

BETTERAVE SUCRIÈRE—LES SUPERFICIES CULTIVÉES ET L'EXPLOITATION RENTABLE DES RAFFINERIES

M. J. R. Holmes (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. Compte tenu de l'affirmation du ministre au sujet de l'encouragement à l'industrie de la betterave